

PRÉFÈTE DE LOZÈRE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT,
Région OCCITANIE

ARRÊTÉ n° *PREF-BCPPAT-2019-156-004 du 5 juin 2019*

portant mise en demeure et prescriptions conservatoires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société Environnement Massif Central, à Mende ,

LA PRÉFÈTE DE LOZÈRE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 autorisant l'extension d'une installation de tri, de transit et de traitement de déchets sur la ZAE du causse d'Auge, commune de Mende ;

Vu le dossier de porter à connaissance de modification des conditions d'exploiter des installations d'octobre 2017, reçu dans l'administration le 12 janvier 2018 ;

Vu le rapport des inspecteurs de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 15 avril 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en réponse de l'exploitant du 6 mai 2019 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant lors de la réunion en préfecture du 24 mai 2019 ;

Considérant que lors de la visite en date du 29 mars 2019 les inspecteurs de l'environnement ont notamment constaté la présence d'un stockage non autorisé de déchets non dangereux en périphérie du site, susceptible de porter atteintes aux intérêts fixés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que ce stockage de déchets non dangereux implanté sur la parcelle AL n° 277 de la commune de Mende, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2760 est exploité sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société Environnement Massif Central de régulariser sa situation administrative ;

Considérant que lors de la visite en date du 29 mars 2019 les inspecteurs de l'environnement ont constaté notamment la présence d'un rejet dans le milieu naturel d'effluents liquides susceptibles d'être pollués et donc de porter atteintes aux intérêts fixés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 susvisé indique que tous rejets ou écoulements, exceptés ceux qui sont prévus dans le cadre du fonctionnement normal des installations, vers le milieu naturel sont interdits ;

Considérant que l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 susvisé prévoit que les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées ;

Considérant que ce rejet direct n'est donc pas autorisé par l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 autorisant l'extension d'une installation de tri, de transit et de traitement de déchets sur la ZAE du causse d'Auge, commune de Mende ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la société Environnement Massif Central de remédier à ce constat ;

Considérant la présence aux abords de l'établissement de nombreux déchets non dangereux issus notamment d'envols, et liés à l'absence de clôture sur une partie Ouest de la périphérie du site ;

Considérant dès lors que l'article 1.9.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 susvisé qui prévoit une clôture efficace n'est pas respectée ;

Considérant également que l'article 2.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 susvisé qui impose que les abords du site doivent être maintenus en bon état de propreté, n'est pas respecté ;

Considérant que lors de la visite en date du 29 mars 2019 les inspecteurs de l'environnement ont notamment constaté que les mesures d'éloignement des îlots de déchets entre eux et vis-à-vis des bâtiments environnement permettant de réduire le risque de propagation rapide d'un sinistre n'étaient pas respectées ;

Considérant que les règles de distance d'éloignement des îlots de déchets entre eux et vis-à-vis des bâtiments ne respectent celles fixées dans l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 ;

Considérant que les règles de distance d'éloignement des îlots de déchets entre eux et vis-à-vis des bâtiments ne garantissent pas l'absence de risque de propagation d'un incendie ;

Considérant dès lors qu'il existe un risque de propagation rapide d'un incendie sur l'établissement comme le montre le retour d'expérience récent de l'accidentologie ;

Considérant que la quantité de déchets présente sur l'établissement à l'extérieur des bâtiments nécessite de s'assurer du dimensionnement correct des moyens de détection d'un incendie, des moyens de lutte contre l'incendie et des moyens de confinement des eaux d'extinction d'un incendie pour protéger les intérêts fixés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement de prescrire à la société Environnement Massif Central des mesures conservatoires pour prévenir tout risque de propagation rapide d'un sinistre ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Lozère ;

A R R Ê T E :

Article 1 – Mise en demeure de régularisation au titre de l'article L.171-7

La société Environnement Massif Central exploitant une installation de tri, de transit et de traitement de déchets sise au ZAE du Causse d'Auge sur la commune de Mende est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- En déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture pour les activités de stockage de déchets non dangereux exercées sur la parcelle AL n° 277 de la commune de Mende
- En cessant ses activités exercées sur la parcelle AL n° 277 de la commune de Mende et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement. .

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- Dans un délai **d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans **les trois mois** et l'exploitant fournit **dans le même délai** un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- Dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé **dans un délai de six mois**. L'exploitant fournit **dans les deux mois** les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 – Mise en demeure de respect de prescriptions au titre de l'article L.171-8 I

La société Environnement Massif Central exploitant une installation de tri, de transit et de traitement de déchets sise au ZAE du Causse d'Auge sur la commune de Mende est mise en demeure :

- de respecter les dispositions du dernier alinéa de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 susvisé qui interdit tous rejets ou écoulement vers le milieu naturel, exceptés ceux qui sont prévus dans le cadre du fonctionnement normal des installations et du second alinéa de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 susvisé qui prévoit que les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- de respecter les dispositions de l'article 2.1.7 de l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 susvisé en assurant que les abords du site soient maintenus dans un bon état de propreté, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté ;
- de respecter les dispositions de l'article 1.9.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2010-159-0003 du 8 juin 2010 susvisé en implantant une clôture sur la périphérie de son établissement, **dans un délai de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté

Article 3 – Mesures conservatoires prises au titre de l'article L.171-8 I

3.1 Dispositions relatives aux stockages extérieurs de déchets

Sous un délai **d'un mois** à compter de la date de notification du présent arrêté, les stockages extérieurs de déchets respectent les dispositions suivantes :

- déchets plastiques : Les îlots sont aménagés de manière à ne pas permettre la propagation d'un incendie au sein d'un établissement. Cet aménagement repose sur des mesures techniques et ou organisationnelles ;

- combustibles solides de récupération (CSR) : îlots de surface n'excédant pas 400 m², situés au moins à 10 m de toute construction et au moins à 10 m des autres îlots de déchets (au moins 15 m pour les déchets plastiques) ;

- déchets d'équipements d'ameublement : îlots de surface n'excédant pas 400 m², situés au moins à 5 m de toute construction et au moins à 5 m des autres îlots de déchets (au moins 15 m pour les déchets plastiques et au moins 10 m pour les CSR).

L'exploitant dispose d'un système précis de suivi des stocks de déchets présents et des durées de séjour. Cet état est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place des contrôles réguliers pour s'assurer du non-dépassement des quantités autorisées, du non-dépassement de la taille des îlots et du respect des distances d'isolement. Ces contrôles font l'objet d'une traçabilité tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en œuvre des inspections visuelles fréquentes des zones de stockage de déchets extérieur. La fréquence est définie selon une procédure établie par l'exploitant. Elle est renforcée en période estivale. Ces inspections visuelles et les points de contrôle font l'objet d'une traçabilité.

3.2 Adéquation du système de défense contre l'incendie

Sous un délai **de cinq mois** l'exploitant fait réaliser par un organisme tiers compétent une expertise portant sur la suffisance et le bon dimensionnement :

1- du système de détection incendie adapté pour les stockages en extérieur (notamment technologie, pertinence des points d'implantation) ;

2- de l'aménagement des stockages en balles de déchets de manière à améliorer leur stabilité, à réduire les flux d'air et ainsi diminuer l'intensité d'un éventuel incendie, de leur implantation de manière à favoriser l'intervention des secours ;

3- de la fréquence des inspections visuelles telles que définies à l'article 3.1 du présent arrêté ;

4- du système d'extinction incendie (quantité d'eau, débit, positionnement des hydrants) au regard des quantités de déchets présentes sur l'établissement ;

5- des dispositifs de confinement des eaux d'extinction d'un incendie et de leur adéquation avec les besoins en eaux identifiés au point 4.

Les actions d'amélioration proposées aux points 1, 2 et 5 dans le cadre de cette expertise sont mises en œuvre par l'exploitant selon un échéancier dûment justifié.

Les actions proposées au point 3 dans le cadre de cette expertise sont mises en œuvre immédiatement à compter de la remise du rapport d'expertise.

Les actions proposées au point 4 dans le cadre de cette expertise sont mises en œuvre dans un délai n'excédant pas deux mois après la remise du rapport d'expertise.

Article 4 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 5 - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
 - Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.
- Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 - Le présent arrêté sera notifié à la société Environnement Massif Central et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;
 - Monsieur le Maire de la commune de Mende ;
 - Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Mende le 5 juin 2019

La Préfète



Christine WILS-MOREL

